

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 30/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

O-I FRANCE SAS

69 RUE ALBERT THOMAS
BP 141
51100 Reims

Nos ref : D3i 2023-796

Code AIOT : 0005701475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement O-I FRANCE SAS implanté 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre des actions régionales 2023 : "mesures continues" et "2.1.4 Air : zone PPA".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OI Manufacturing exploite à Reims une verrerie relevant du régime de l'autorisation au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est autorisée par arrêté préfectoral en date du 21/10/2005 à produire 960 t/j de verre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Equipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Indisponibilité des unités de traitement	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	/	Sans objet
4	Surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 34	/	Sans objet
5	paramètres de la surveillance	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25	/	Sans objet
6	Conditions de réalisation de mesures	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article annexe IV-2.c)	/	Sans objet
7	Nombre de mesures des contrôles réglementaires	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article annexe II-b	/	Sans objet
8	Valeur limite d'émission en concentration	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4	/	Sans objet
9	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des manques de justifications (constat 1) et de procédure (constat 2) afin de contrôler au mieux les rejets atmosphériques. En effet, l'arrêté préfectoral de 2005 ne permet pas d'apprécier les paramètres des différents conduits des émissions atmosphériques (nombre de rejets, débits, vitesse...) et la surveillance environnementale associée. Par ailleurs, une évaluation des rejets atmosphériques lors d'indisponibilité des unités de traitement

est indispensable à la connaissance des quantités rejetées dans l'atmosphère. L'inspection de l'environnement propose une lettre de suite pour ces constats non conformes. L'inspection n'a pas d'observation sur les autres prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement
<p>Prescription contrôlée : [...] Lors de la reconstruction du four 3, un filtre est mis en place pour traiter l'ensemble des rejets gazeux des deux fours. Les rejets atmosphériques des deux fours ainsi que des chaînes de traitement de surface sont traités à partir du redémarrage du four 3. Les rejets sont raccordés à une seule cheminée qui respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mars 2003. Cette installation est mise en service en 2006 au plus tard. [...]. Le débit de chaque point de rejet est limité à 1500 Nm³/h. Le débit total des points de rejet est limité à 10 500 Nm³/h (sur la base de 7 points de rejet).</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection une « description du circuit fumées » le 10 octobre 2023 pour préciser le fonctionnement de leur installation. Les rejets atmosphériques des fours 2 et 3 sont envoyés aux filtres électrostatiques et au DeNox avant d'être évacués par le conduit n°3. En cas de dysfonctionnement ou de maintenance du traitement, les émissions de chaque four sont évacuées par leur cheminée respective. D'après le porter à connaissance (PAC) N°16097188-1 remis le 4 mai 2023, l'exploitant a fait part de la réfection totale du four 2 avec les paramètres suivants : la hauteur de 60 mètres avec un débit nominale 65 000 m³/h et une vitesse supérieure à 8 m/s.</p>
<p>Observations : La différence de débit entre le dossier du PAC et de l'arrêté préfectoral aux articles 17.1 et 17.2 demande des précisions sur les paramètres des conduits et du traitement (cheminée 3), à transmettre dans un délai de 3 mois à l'inspection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Indisponibilité des unités de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des unités de traitement
<p>Prescription contrôlée : [...] La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats : Suite à une panne de l'électrofiltre en avril 2023, l'exploitant cumule à ce jour 275 heures d'indisponibilité de traitement. Lors de ce dysfonctionnement, l'exploitant a prévenu l'inspection le 03 mars 2023 qui s'est déplacé le même jour pour contrôler les mesures d'émissions des rejets. L'inspection a constaté des valeurs de Nox, variant entre 800 et 1000 mg/Nm³.</p>

Observations : L'inspection rappelle qu'une évaluation des polluants rejetés est obligatoire à mettre en place en cas de dysfonctionnement de traitement. L'exploitant doit mettre en place une procédure pour évaluer les polluants pendant cette période de dysfonctionnement et la proposer à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de la surveillance
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans le présent article ; - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle Véritas réalisé entre les 6 et 7 avril 2023. Tous les polluants de l'arrêté préfectoral (AP) ont été mesurés. Pour les appareils de mesure continue (AMS), la société Protéis réalise la maintenance des appareils et leur recalage d'après le rapport d'autosurveillance. L'inspection a analysé par sondage le rapport du 25 avril 2023 de Protéis qui montre des valeurs proches entre la mesure du laboratoire de contrôle et celle de l'AMS (- de 3 % de différence). De plus, tous les 3 mois un contrôle interne permet d'étalonner les AMS. L'exploitant a transmis un suivi de surveillance continue qui, pour le mois de juin 2023, montre une absence de données de l'AMS (opacimètre) pendant 15 jours suite à un dysfonctionnement de l'appareil. L'exploitant a indiqué avoir vérifié l'efficacité du système de traitement pendant cette période. Afin de justifier le respect des fréquences de surveillance de mesures continues, l'exploitant a transmis par mail le 10 octobre 2023 les données de l'opacimètre présent à l'entrée du traitement DeNox (poussière: entre 3 et 5 mg/Nm3).
Observations : L'inspection de l'environnement demande à l'exploitant d'utiliser l'opacimètre du traitement de Denox pour le suivi de surveillance de la mesure continue lors du dysfonctionnement de l'AMS et de l'indiquer dans le porter à connaissance à transmettre dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, mesures continues
Prescription contrôlée : I. - Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure

<p>pour les effluents gazeux et pour les effluents liquides au moins une mesure représentative par jour), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (1) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation ; - 90 % de la série des résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (1) ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base hebdomadaire pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.[...] <p>(*) Cette soustraction ne s'applique qu'aux polluants atmosphériques suivants : SO₂, NO_x, poussières, carbone organique total, HCl et HF.</p> <p>(1) Concernant les émissions atmosphériques, les intervalles de confiance à 95 % ne dépassent pas les pourcentages des valeurs limites d'émission : SO₂ : 20 % ; NO_x : 20 % ; poussières : 30 % ; carbone organique total : 30 % ; chlorure d'hydrogène : 40 % ; fluorure d'hydrogène : 40 %.</p>
<p>Constats : Les données transmises par l'exploitant concernent les mois d'avril et juin 2023. L'unité des flux (kg/h) pour la poussière n'est pas adaptée à la situation. Par sondage, il a été constaté 3 jours(du 8 au 10 avril 2023) de dépassements poussière (25,04 mgNm³, 23,30mgNm³ , 23,22mgNm³) qui restent acceptables selon l'arrêté précité puisque les valeurs sont dans l'intervalle de confiance (mesures acceptées jusqu'à 26 mgNm³).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : paramètres de la surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, alarme des mesures continues</p>
<p>Prescription contrôlée : Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Une alarme visuelle se déclenche lorsque la mesure en poussière atteint les 10 mg/Nm³ sur le poste de contrôle. Elle devient sonore quand la mesure de 20 mg/Nm³ (VLE poussières) est atteinte. Par mail 10 octobre 2023, l'exploitant a transmis la procédure de réaction en cas de dépassement des VLE des différents polluants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Conditions de réalisation de mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article annexe IV-2.c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conditions de mesures</p>
<p>Prescription contrôlée : les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement) ; les</p>

conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif et/ ou dans un chapitre dédié du rapport ;
Constats : Pour les mesures du Sox, l'exploitant transmet au laboratoire de contrôle (annexe du rapport de contrôle) le combustible utilisé lors du prélèvement d'autosurveillance. Toutefois le rapport d'autosurveillance, réalisé le 6 et 7 avril 2023, n'indique pas de combustible utilisé (page 11).
Observations : Les prochains rapports devront mentionner le fonctionnement de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Nombre de mesures des contrôles réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article annexe II- b
Thème(s) : Risques chroniques, nombre de mesures réalisées
Prescription contrôlée : Annexe II-b) Nombre de mesurages : En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf : -dans le cas des dioxines-furanes ; -dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de caractérisation de l'installation lors du contrôle réglementaire précédent.
Constats : Dans la synthèse du rapport de contrôle, réalisé le 6 et 7 avril 2023, un seul mesurage de Nox et du Sox d'une valeur supérieur au 20 % de la VLE est indiquée. L'exploitant a démontré que les 3 mesurages sont réalisés et se trouvent en annexe du rapport.
Observations : Les prochains rapports devront comporter en synthèse les 3 mesures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeur limite d'émission en concentration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des concentrations d'émissions
Prescription contrôlée :

Valeurs limites à respecter A 8% O ²	Four 2 et 3 (gaz + fioul) et chaîne de traitement de surface – cheminée unique			
	Concentration	Flux horaire	Flux annuel	Flux/ t verre
	mg/Nm ³	g/h	kg/an	g/tv
Poussières totales - unité de fusion	20	1140	1000	30
Monoxyde de carbone	100	5700	50000	150
Oxydes de soufre (en SO ₂) - avec recyclage des poussières et 40% de calcin				
- Fioul lourd + 0 à 25 % de gaz	1500	85500	748980	2250
- Fioul lourd + 25 à 50 % de gaz	1250	71250	624150	1875
- Fioul lourd + 50 à 75 % de gaz	1000	57000	499400	1500
- Fioul lourd + 75 à 90 % de gaz	750	42800	374490	1125
- Gaz	500	28500	249660	750
Oxydes d'azote (en NO ₂)	800	45600	399450	1200
HCl et composés inorganiques du chlore (en HCl) dont chlorure d'étain et de titane unité de fusion(avec recyclage poussières)	20	1140	10000	30
Fluor et composés (en HF)	3	171	1500	4,5

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle Véritas réalisé entre les 6 et 7 avril 2023. L'inspection de l'environnement a examiné les documents et n'a pas relevé de non conformités à l'arrêté précité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants compte tenu des flux horaires maximums et des exigences de l'arrêté ministériel verrier:

Cette surveillance n'est plus exigible si les valeurs la rendant obligatoire (article 76 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003) sont respectées. L'exploitant devra informer M. le préfet de l'arrêt de cette surveillance avec les justifications appuyées sur des mesures.

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Plomb	Annuelle	NF X 43 026 et NF X 43 027
As, Co, Ni, Se	Annuelle	
Chrome, Cadmium	Annuelle	

Les mesures se feront aux emplacements retenus pour l'étude des risques sanitaires. Coureaux, Cerisaie et CRNA.

Les résultats de ces contrôles sont transmis 1 mois après réception à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires, en particulier sur le respect des hypothèses de l'étude des risques sanitaires.

Constats :

Les flux coupure indiqués dans l'article 76 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 sont différenciés selon les métaux. En effet le cadmium a une surveillance prescrite en cas de flux supérieur à 10 g/h alors que le chrome est inclus dans la somme des métaux dont le flux coupure est de 500 g/h. Il est donc difficile de contrôler la prescription.

Par ailleurs, les flux horaires prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) modifié de 2016 ne permettent pas d'apprécier la nécessité de la surveillance environnementale. Les métaux sont prescrits par un seul flux qui est de 28,5 g/h ou 114g/h.

Observations :

L'article 19 de l'arrêté préfectoral de 2005 est inadapté et sera abrogé lors du prochain APC.

L'exploitant doit transmettre dans le porter à connaissance la mise à jour de l'article 4 de l'APC de 2016 en séparant le flux des métaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet